



# LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PERES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Pour les départements, le numéro 45 centimes.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.  
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

**SOMMAIRE :** La banque de France : taux de l'escompte. — Travail et fainéantise : aux bourgeois, aux paysans, aux soldats. — Banque communale de Pleucadeuc. — Anniversaire de la proclamation de la République. — Les ouvriers de Paris : le corymbeur. — Ude association agricole. — Examen critique des doctrines de M. Proudhon (suit). — Courrier de la semaine. — Nouvelles de l'extérieur.

## LA BANQUE DE FRANCE.

### II. — Du taux de l'escompte.

Le progrès de la civilisation se mesure aux triomphes obtenus par l'intelligence sur la force, par la raison sur les préjugés, par le droit sur les privilèges, par le travail sur le capital, par l'homme sur la matière.

Les sociétés modernes tendent irrésistiblement vers l'affranchissement définitif du travail et des travailleurs, vers la décroissance progressive du taux de l'intérêt, vers l'amoindrissement des inégalités sociales.

L'utopie de Saint-Simon va bientôt se réaliser : sous l'empire du suffrage universel, toutes les institutions doivent avoir et auront nécessairement pour but l'amélioration physique, morale et intellectuelle du sort de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse, du sort de tous les citoyens sans exception.

Dans nos sociétés industrielles et pacifiques, le crédit sera le grand instrument d'émancipation, parce que le crédit mettra les pauvres en état de travailler, de s'enrichir, de se racheter de l'ignorance, de la servitude, de la misère.

L'avenir de la France dépend de l'organisation qui sera donnée aux institutions de crédit. Jusqu'ici, le crédit n'a guère été qu'un moyen d'enrichir les riches : désormais il doit surtout devenir un moyen d'enrichir les pauvres. Le crédit a principalement fonctionné, dans le passé, au profit des capitalistes : dans le présent et dans l'avenir, il doit fonctionner aussi au profit des travailleurs. Tout va changer : l'ancien instrument de domination et de tyrannie sera transformé en arme de délivrance.

Si la banque de Paris veut conserver son privilège, il faut qu'elle se hâte de réaliser, dès aujourd'hui, toutes les améliorations reconnues possibles ; il faut qu'elle abaisse le prix du loyer des capitaux, qu'elle s'efforce de compenser, par le développement de ses opérations, la réduction indispensable du taux de l'escompte.

La banque est, avant tout, un établissement d'intérêt public : l'utilité générale, voilà sa raison d'être et la justification de son privilège. Si elle n'était autre chose qu'un comptoir de spéculation, une fabrique de monnaie de papier fonctionnant au profit exclusif de quelques capitalistes, au préjudice de l'Etat et de tous ceux qui vivent de leur travail, de leur industrie, elle ne pourrait raisonnablement prétendre aux faveurs exceptionnelles, à la protection spéciale, à tous les avantages positifs qui lui sont garantis par nos lois.

L'utilité d'une banque, pour le public, est en raison directe des services qu'elle rend et du bas prix de ces services ; en raison inverse des dividendes qu'elle distribue à ses actionnaires.

Une banque normalement organisée devrait rendre des services désintéressés, proportionner le taux de l'escompte aux frais généraux d'administration. Nous ne parlons point des risques courus, parce qu'une banque ne doit point se lancer dans les spéculations aventureuses, s'exposer à subir des pertes : dès lors elle n'a point droit à une prime d'assurance.

La banque ne doit s'engager que dans des affaires à peu près sûres ; elle doit refuser le crédit toutes les fois qu'elle redoute une perte possible, ou demander un surcroît de garanties, une troisième signature, un dépôt de valeurs, etc., etc. C'est parce que la banque est censée ne pas courir de risques, que son taux d'intérêt est uniforme, quels que soient les emprunteurs.

Quiconque ne peut obtenir crédit directement à la banque est obligé de trouver une caution qui réponde de sa solvabilité. Les banquiers et les escompteurs ont précisément pour métier d'assurer la banque contre les risques du commerce, contre l'insolvabilité des débiteurs principaux, souscripteurs et porteurs de lettres de change, d'escompter, à leurs risques et périls, moyennant une prime ou commission en sus de l'intérêt ordinaire, les billets qu'ils feront ensuite accepter par la banque, après les avoir ondossés. C'est aussi l'office des comptoirs d'escompte récemment établis.

La banque est le déversoir où tous les escompteurs viennent vider leurs portefeuilles ; elle est en même temps le réservoir où ils viennent puiser les fonds qui alimentent leur caisse et leur industrie. La banque prête à 4 ; le banquier escompte à 5 ou à 6 0/0, selon les garanties que peuvent offrir les signatures, et cette différence d'intérêt représente la prime d'assurance et le profit de l'assureur. A la rigueur, peu importe au banquier intermédiaire le prix de l'intérêt proprement dit : il spéculait exclusivement sur la prime, car il est rare qu'il opère avec ses capitaux seuls, qu'il n'ait pas lui-même d'intérêts à servir. Si la banque escomptait à 2 au lieu de 4, il prêterait lui-même à 4 au lieu de 6, et il y trouverait toujours le même profit, car la prime serait toujours de 2 0/0.

La banque de Paris et ses succursales étant les centres où viennent aboutir toutes les opérations commerciales et en même temps les grands réservoirs où tous les commerçants et tous les industriels viennent directement ou indirectement puiser des capitaux, on peut dire que l'escompte perçu par la banque règle le prix de l'argent sur tous les marchés de la République, en ce sens qu'il dépend de la banque de faire hausser ou baisser le taux de l'intérêt dans le rapport de l'élévation ou de la réduction du tarif de ses escomptes.

Dans l'intérêt général, dans l'intérêt de tous les producteurs et de tous les consommateurs, nous croyons l'avoir clairement démontré dans nos précédents articles (1), il serait à désirer que le taux de l'escompte fût réduit au minimum. L'intérêt des actionnaires de la banque est de maintenir l'escompte au taux le plus élevé possible, pour grossir leurs dividendes et leurs bénéfices. La banque domine le marché et ne re-

doute point la concurrence des escompteurs qui ne peuvent se passer d'elle.

Convient-il de laisser à une compagnie de spéculateurs la faculté de fixer arbitrairement, d'exhausser à leur gré le taux de l'intérêt, les frais du commerce, les frais de production de l'agriculture et de l'industrie, le prix du loyer de tous les instruments de travail ? L'Etat, qui a concédé à la banque un privilège, ne peut-il pas, ne doit-il pas imposer à la banque des conditions, tracer une limite à l'avidité des spéculateurs, régler le taux de l'escompte ?

Quand la banque était tenue de rembourser à vue ses billets en espèces, elle pouvait réclamer le droit de fixer elle-même le taux de l'escompte, parce que l'élévation de l'intérêt était le moyen le plus simple de proportionner ses émissions à son encaisse, de restreindre ses opérations dans les temps difficiles, de diminuer le nombre des solliciteurs en mettant ses services à plus haut prix, sans, pour cela, refuser le crédit d'une manière absolue, en un mot, de maintenir le cours de ses billets, de prévenir les demandes de remboursement et la suspension des paiements en espèces.

Aujourd'hui que les billets ont cours forcé, sont partout acceptés pour leur valeur nominale, jouissent même d'une prime de faveur, bien que la banque soit dispensée de les payer en espèces à bureau ouvert, la banque ne saurait prétendre à fixer à son gré le taux de l'escompte.

On trouverait exorbitant, en France, qu'une compagnie de chemin de fer eût la faculté de hausser à volonté ses tarifs, de surtaxer les voyageurs et les marchandises. Et cependant la circulation à bas prix des capitaux est bien autrement importante que la circulation des billets et même des personnes ; le tarif de l'intérêt sur tous les points de la République importe bien plus pour les citoyens que le tarif de tel chemin de fer, car il n'est personne, producteur ou consommateur, qui ne subisse à chaque instant les conséquences du taux de l'intérêt, qui ne se trouve atteint dans son industrie, dans ses profits ou dans ses revenus.

Comme les compagnies de chemins de fer, c'est en vertu d'une concession de l'Etat et en vertu d'un privilège que la banque, sans même avoir eu à dépenser un centime, réalise d'immenses bénéfices, perçoit un tribut sur tous les billets qui circulent, sur toutes les transactions commerciales, sur tous les produits du travail et de l'industrie. Comment, dès lors, pourrait-on sérieusement contester à l'Etat le droit et le devoir d'imposer à la banque un maximum d'intérêt ?

Je sais bien que les économistes de l'école anglaise, qui nient les intérêts collectifs et qui ne reconnaissent que les intérêts privés, vont réclamer au nom de leurs faux principes et de leurs ridicules théories, vont dire que le gouvernement n'a pas le droit de gouverner et que toute la sagesse des hommes d'Etat consiste à laisser faire, c'est-à-dire à ne rien faire. Ils soutiendront que l'intérêt bien entendu de la banque est d'attirer les chalandes par la modération des prix, comme ils disaient que l'intérêt des compagnies serait d'abaisser les tarifs ; qu'en conséquence, il faut s'en remettre aux action-

(1) Voir les numéros des 15 et 22 avril.



naires du soin de réduire successivement le taux de l'escompte; ils ajouteront même que la concurrence des escompteurs empêchera la banque d'exagérer le prix de ses services, comme ils disaient que la concurrence des rouliers et des messageries imposerait une limite naturelle aux prétentions des compagnies de chemins de fer, etc., etc.

Mais nous ne pouvons, en vérité, nous contenter de raisons pareilles; nous ne pouvons accepter l'intérêt de quelques spéculateurs comme régulateur suprême, surtout quand l'intérêt de ceux qui perçoivent est diamétralement opposé à l'intérêt de ceux qui paient; enfin, nous ne pouvons prendre le trébuchet d'un usurier pour la balance de la justice. Quant à concurrence des escompteurs contre la banque, des pots de terre contre des pots de fer, elle est aussi impossible que la concurrence d'une charrette à bœufs contre une locomotive.

Nous demandons que l'intérêt soit ce qu'il doit être, et non pas ce qu'il plaira à messieurs de la banque; nous demandons que les services de la banque soient payés ce qu'ils coûtent et ce qu'ils valent, et non pas ce qu'il plaît aux directeurs de les coter.

Voyons donc ce que coûtent à la banque les capitaux qu'elle prête à si gros intérêts au commerce et à l'industrie.

FRANÇOIS VIDAL.

Dès qu'il est démontré que la diminution de l'intérêt est un avantage incontestable, il s'en suit nécessairement que l'extinction de l'intérêt serait un plus grand avantage encore.

(Le marquis de MIRABEAU. — *L'argent doit-il être une marchandise?*)

#### TRAVAIL ET FAINEANTISE.

Nous extrayons de la brochure intitulée : *Travail et fainéantise* (1), que vient de publier M. Toussnel, le chapitre suivant. Le nouvel écrit de M. Toussnel est adressé aux travailleurs de la Seine.

#### AUX BOURGEOIS.

Affranchis de 89, vous savez maintenant qui nous sommes et ce que nous voulons. Nous sommes des travailleurs qui entendons substituer le droit au privilège, le travail à la fainéantise, la fraternité à la discorde, l'ordre au chaos, le vrai Dieu à Satan. Nous entendons que les fatigues et les privations cessent d'être le partage du grand nombre, et les jouissances l'apanage du petit nombre.

Pour cette cause, nos ennemis et les vôtres, les curés de sacristie, les souteneurs gagés de l'ancien régime et de la haute banque nous poursuivent de leur haine et de leurs calomnies, et ils ont réussi à vous éloigner de nous par la peur.

La peur est un fort mauvais maître, qui ne doit pas commander plus longtemps à des hommes. Parvenus du travail, sortis comme nous du peuple, votre place dans la bataille n'est pas près du noble et du prêtre, et nous vous adjurons de désertir au plus tôt les rangs de l'ennemi pour prendre place dans les nôtres.

Bourgeois, c'est par le peuple, c'est par le bras fort des travailleurs que la bourgeoisie a vaincu en 89, et qu'elle s'est assise triomphante à la place des vieux pouvoirs démolis. Cependant, si vous calculez la part qui a été faite aux travailleurs dans les dépouilles de l'ordre ancien et dans les profits de l'ordre nouveau, vous trouverez assurément cette part insuffisante.

Car le poids de la chaleur et du jour n'a guère diminué pour les travailleurs depuis que la

bourgeoisie règne; et le despotisme de la noblesse d'épée était moins écrasant pour vos pères que ne l'est pour les salariés d'aujourd'hui le despotisme de la noblesse d'écus.

Bourgeois, les travailleurs se plaignent que la révolution n'a profité qu'à vous. Ils disent, avec quelque apparence de raison, qu'il n'y a pas égalité entre ceux qui ont le privilège de consommer sans produire et ceux qui ont le privilège de produire sans consommer.

Partant, les travailleurs affirment que les mots d'égalité, de fraternité et de liberté, peints en noir sur toutes nos murailles, ne seront que d'odieux mensonges, tant que subsisteront ces inégalités monstrueuses, tant que la loi barbare fera au riche un privilège du droit commun d'amour et de paternité. Et ils vous supplient par ma bouche d'écouter la voix de la justice et de la reconnaissance, qui vous crient d'acquitter la dette contractée envers eux par vos pères, il y a soixante ans.

Fils des bourgeois libérés de 89, n'attendez pas, pour être humains et justes, que la misère ait mis le feu aux colères des travailleurs; n'attendez pas le jour du désespoir suprême pour couper court au régime d'iniquité qui les dégrade et qui les tue.

Mais considérez que les mains qui vous ont délivrés du joug de l'esclavage sont encore chargées de fers; et hâtez-vous de faire tomber ces fers déshonorants. Dieu qui aime les bons cœurs vous épargnera à ce prix les enseignements terribles qu'il réserve aux aveugles, aux ingrats et aux fourbes.

Bourgeois, retirez-vous du noble, de l'usurier, du prêtre, pour que le peuple ne vous confonde pas avec eux au jour de sa justice.

#### AUX SOLDATS.

Soldats, ceux qui vous mènent cherchent à allumer vos haines et vos ressentiments contre nous. C'est qu'ils savent parfaitement que le privilège n'a plus d'autre appui que la force matérielle, et que du jour où cette force se sera brisée en leurs mains, tout espoir de domination sera perdu pour eux.

Alors ils essaient d'élever un mur d'airain entre le peuple et vous. Et de peur que la contagion de nos doctrines ne détruise en vos âmes le dogme sauveur de l'obéissance passive qui fait de l'esclave militaire une machine à tuer, ils vous interdisent la lecture de nos journaux et de nos livres. Ainsi ont agi de tout temps les Papes, ces criminels abrutisseurs de consciences humaines, pour maintenir dans l'ignorance et le *dévoir* les populations exploitées.

Je doute que cette pitoyable tactique empruntée aux hommes noirs réussisse avec vous. Car il ne suffit pas de défendre à vos yeux de lire, il faudrait en même temps défendre à vos cerveaux de penser, à vos cœurs de bondir aux accents de la Marseillaise, à vos poumons d'aspirer l'air qui voit en ce moment par toutes les contrées de l'Europe les effluves de la liberté. Or, ce pouvoir de compression n'a pas encore été dévolu à vos chefs. C'est pourquoi ce n'était pas la peine de voler le Pape et d'appliquer à la caserne le régime inquisitorial du séminaire.

Soldats, la défiance de vos chefs vous honore; elle démontre que vous commencez enfin à comprendre toute l'indignité du rôle qu'une loi impie et tyrannique vous condamne à jouer.

Soldats, vous n'êtes pas autre chose qu'une portion de la classe pauvre que les riches condamnent à garder l'autre. Et c'est nous, pauvres gens, qui alimentons l'armée de notre sang et de notre argent, pour défendre le riche contre nous.

Entendez-vous, d'après M. Sismondi, une des lumières de l'économisme moderne, vous remplissez l'office de gardes-chiourmes, et les heureux vous ont commis à la surveillance du bagne industriel et agricole où sont détenus vos frères, les pauvres travailleurs.

Et vos chefs ont raison, par conséquent, de ne pas vouloir vous laisser lire les livres de M.

de Sismondi ni les nôtres. Le malheur est que vous sachiez lire et que la révolution de Février vous ait relevés de votre indignité séculaire, et admis à voter. Le jour où les gouvernements vous ont accordé le droit de vote, ils ont brisé le dernier étai de l'absolutisme.

En effet, le soldat rendu à sa dignité de citoyen ne peut accepter plus longtemps le rôle de sergent de ville, pas plus que le principe de l'obéissance passive en matière politique. L'armée est en retard de cinquante ans sur la révolution; il faut qu'elle rattrape sa distance.

Que le fils du prolétaire des champs et du prolétaire des villes ait consenti à payer tout seul l'impôt du sang, à défendre tout seul le sol qu'il ne possède pas, à aliéner sa liberté pour sept ans, afin de sauvegarder la liberté et les jouissances du riche, cela a bien pu se faire, et l'ignorance du prolétaire et sa longue oppression donnent, jusqu'à un certain point, raison de sa docilité. Mais du moment que ce fils du prolétaire a été appelé à prendre part à la confection de la loi, et qu'il a contribué à faire écrire dans cette loi que *les charges des citoyens sont proportionnelles à leur fortune*, il est fatal que ce fils de prolétaire, qui ne possède rien, se dise : — Que les charges du riche qui possède doivent être plus lourdes que les siennes. — Partant, que c'est au propriétaire du sol à défendre ce sol, et à supporter tous les désavantages de cette propriété dont il a tous les bénéfices. — Gardez vous-mêmes vos jouissances, riches, et ne nous condamnez pas à échanger des balles contre nos frères de souffrance, les travailleurs affamés, sous prétexte de maintenir votre ordre.

Soldats, tremblez de vous laisser séduire par les éloges intéressés de ceux pour qui vous aurez gagné la victoire dans les guerres civiles; car le fruit de ces victoires, si funestes pour la cause du peuple, ne peut pas être pour vous qui êtes la chair de la chair de ce peuple. Vos victoires, retenez-le bien, ne peuvent profiter qu'au juif et aux privilégiés.

Or, l'alliance est monstrueuse et totalement impossible entre vous, les enfants de la France, jaloux de la gloire nationale, et le juif qui n'a point de patrie, le juif qui fait hausser les fonds français de 10 francs, le lendemain de Waterloo.

Soldats, vous êtes à nous contre le juif par l'intérêt, par le patriotisme; revenez à nous qui ne comprenons pour l'armée française d'autre mission que celle d'affranchir les peuples esclaves, et qui ne voulons plus qu'elle serve d'escorte à la guillotine, au jour des assassinats juridiques.

#### AUX PAYSANS.

Pauvres travailleurs des champs, vos curés et vos nobles vous ont aussi ameutés contre nous. Pour irriter vos haines et vos jalousies homicides, ils vous ont dit que votre existence n'était qu'un long martyre, comparée au sort brillant de l'habitant des villes. Certes, ils n'ont pas menti de tout point; l'existence du salarié des champs est bien, en effet, comme ils ont dit, un véritable martyre; mais ils vous en ont imposé en parlant du sort doré des salariés des villes: car la misère pèse du même poids sur tous les serfs du capital, et le voutour de l'usure ronge le foie aux artisans des cités comme à vous. Ne jalousez pas leur sort; il en naît encore plus, et il en meurt encore plus à l'hospice à Paris que chez vous.

Paysans, malheur à ceux qui méritent l'estime et la sympathie du curé et du noble! Malheur à vous, race moutonnaire, de qui les faux pasteurs prennent si fort la patience et la docilité!

Car celui-là mérite seul l'estime et l'apologie de ses maîtres, qui supporte avec résignation sa misère, qui paie généreusement tribut aux lords du capital et de la terre, qui fournit de bonne grâce, et sans se révolter jamais, ses fils à la boucherie humaine, ses filles à la prostitution. Oh! certes, à celui-là, sa place est marquée dans le ciel!

(1) En vente aux bureaux du Travail affranchi, à la librairie phalanstérienne, 25, quai Voltaire, et chez les principaux libraires. Prix: 25 centimes.



Mais si ces fauteurs d'obscurantisme et d'esclavage osaient vous ouvrir le fond de leur cœur, vous comprendriez mieux les causes de leur respect pour vos vertus champêtres, et de leur haine ardente pour l'ouvrier des villes.

C'est que l'ouvrier de Paris, qui se révolte toujours, c'est que l'ouvrier des villes a su de bonne heure se défendre contre la tyrannie des seigneurs, en organisant ses corporations, ses ordres indépendants, ses communes, et en armant contre les nobles détraousseurs de grand chemin, ses milices de travailleurs.

Et que sans l'influence exécrée de ces ouvriers des villes, l'habitant des campagnes serait encore, à l'heure qu'il est, comme en Russie et en Pologne, le serf, la chose de son seigneur et maître, le manant taillable et corvéable à merci; serait encore l'humble vassal astreint de par la loi barbare à battre les fossés du noble manoir pour faire taire les grenouilles, le vassal à qui son maître a le droit d'ouvrir le ventre, au retour de la chasse, pour rendre la chaleur à ses pieds.

Paysans, ne vous y trompez pas, ce retour aux beaux temps de la chevalerie est l'idéal qu'ils rêvent tous, et il n'est pas un seul des fils de ces croisés indignes qui ne se croie pétri d'un autre limon que vous.

Ils maudissent Paris, comme les Romains maudissaient la Corse, de dépit de n'avoir pu y trouver des esclaves.

Remarquez, d'ailleurs, que la haine du noble et du curé contre Paris ne date pas d'hier. Soulever les provinces où ils régnaient contre Paris, l'éternel foyer de la révolution égalitaire, fut leur tactique sous tous les régimes de nos grands niveaux, sous Louis XI comme sous Richelieu, sous Louis XIV comme sous la Convention, et ils ont toujours appelé leur ligue *ligue du bien public*, comme nos Girondins d'aujourd'hui.

Et c'est au triomphe de Paris sur la province, du peuple sur la noblesse, que vous, les travailleurs de la province, vous avez dû la conquête de vos droits et de la propriété. Ce sont des artisans révoltés de la capitale qui vous ont restitué, après 89 comme après février, vos droits de citoyens que vous avaient volés vos nobles et vos prêtres. Que l'éruption du fédéralisme provincial, provoquée par les aristocrates de la contre-révolution, réussisse aujourd'hui à soulever la France contre l'influence révolutionnaire de Paris, et demain la dîme et la corvée seront rétablies dans vos campagnes. Peut-être alors commencerez-vous à comprendre le motif des imprécations intéressées du clergé et de la noblesse contre Paris, centre et chef-lieu de la République *une et indivisible*. Peut-être alors regretterez-vous de vous être faits les aveugles instruments de ces haines de caste, qui, sous le couvert de la décentralisation et des libertés provinciales, marchent droit à la restauration de l'ancienne propriété féodale, avec tous ses droits seigneuriaux et toutes ses tyrannies.

Il y eut aussi un jour, jour écrit dans nos annales en funèbres caractères, où le Russe, l'Autrichien, l'Anglais, et toutes les légions de l'absolutisme européen se ruèrent sur Paris, vouant à l'extermination la ville sainte, le foyer de liberté, d'où partent, depuis cent cinquante ans, tous les courants de l'idée émancipatrice qui a régénéré les deux mondes.

Cultivateurs de France, la haine inextinguible qui pousse vos anciens seigneurs contre la capitale a la même cause, absolument la même que celle qui animait en 1814 le Russe, l'Autrichien et l'Anglais. La preuve en est dans la conduite de ces nobles émigrés, de ces traîtres qui firent vingt-cinq ans cause commune avec l'ennemi, qui guidèrent, lors de l'invasion, l'ouragan des barbares à travers vos champs dévastés; qui s'adjugèrent un milliard en argent, un autre milliard en terres dans le partage du butin que l'ennemi fit sur nous. Oui, la cause de tous les ennemis de la liberté est la même, et toutes les oppressions se tiennent. Voyez si ce ne sont pas

les nobles piémontais qui ont trahi à Novare la liberté italienne et ouvert la porte de leurs citadelles aux hordes de Radetzki.

Travailleurs des campagnes, libérés de la dîme ecclésiastique et des droits féodaux par la révolution, ne joignez pas vos imprécations ingrates contre Paris à celles de l'émigré, de l'Autrichien et du Russe, et revenez à nous qui défendons vos droits en même temps que les nôtres.

L'usure, la chicane et les impôts vous écrasent; le propriétaire profite seul de la plus-value donnée par votre travail à ses terres. Nous voulons vous affranchir des prétentions tyranniques du propriétaire, des charges de l'impôt, de la chicane et de l'usure. Travailleurs, nous voulons glorifier le travail et flétrir la paresse; pour quelle cause nous maudiriez-vous?

Que si votre ignorance est plus forte que notre bon vouloir, eh bien! nous devons encore essayer de vous sauver de l'usure et de la superstition malgré vous!

Quant à vous, gentilshommes, juifs et prêtres, bénéficiaires attirés de la faimée, je vous fais grâce de mes conseils et de mes vaines prières; car je sais que la charité n'a pas prise sur vos âmes, gangrenées d'égoïsme et cadencées par l'orgueil. Je sais qu'il ne s'agit pas de parler raison aux fous, mais bien de les mater et de les réduire à l'impuissance de mal faire. C'est à quoi nous aviserons. Et en vérité, quand je considère votre petit nombre, ô privilégiés aveugles! quand je compte sur mes dix doigts les derniers survivants de votre race prête à s'éteindre, il me devient impossible de m'effrayer pour d'autres que pour vous de la folie de vos résistances... et la colère s'échappe de mon cœur pour y faire place à la pitié!

A. TOUSSENET.

#### FÊTE ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.

La fête anniversaire de la proclamation de la République a été célébrée hier à Paris avec un enthousiasme indicible et universel. La population de la capitale a sanctionné de ses acclamations unanimes et énergiques la victoire de février. La République est désormais dans tous les cœurs et la cause de la démocratie est gagnée. La date du 4 mai 1849 mérite d'être inscrite en glorieux caractères dans les fastes de la liberté.

L'enthousiasme qui avait disparu depuis un an de nos fêtes nationales était revenu pour prêter sa puissance magique à l'imposante cérémonie de la place de la Concorde. Néanmoins, le public a paru remarquer un certain contraste entre l'expression de la physionomie des autorités et celle de la physionomie du peuple. Le défilé de la garde nationale, qui devait avoir lieu comme d'habitude, a été contremandé; on ne dit pas pourquoi. Le parti légitimiste paraissait fort peu satisfait de sa journée. Mention honorable de satisfaction est due à l'artiste intègre qui a présidé à l'ordonnance de cette fête, qui laissera de longs souvenirs, et nous l'espérons, de sages conseils aux amis et aux ennemis de nos institutions.

#### BANQUE COMMUNALE DE PLEUCADEUC, DÉPARTEMENT DU MORBIHAN.

Le conseil municipal de Pleucadeuc, assisté des notables, considérant que le projet présenté par M. Corvoisier, intitulé banque communale, est une institution essentiellement démocratique; que cette institution doit favoriser les transactions, les paiements et le commerce, par conséquent le bien-être, et qu'elle est un sûr moyen d'établir, avec toutes les garanties désirables, le crédit foncier, bienfait dont jusqu'à ce jour n'ont pu jouir les petits propriétaires; à ces causes, après mûre délibération, adopte le projet tel qu'il suit:

1° Il sera formé dans la commune de Pleucadeuc une banque au capital de dix mille francs, prêtant sur obligations aux habitants de commune aux intérêts de six pour cent par an.

2° Les sommes prêtées ne pourront être plus élevées que trois cents francs, ni être moindres de vingt-cinq francs.

3° La durée du prêt ne pourra excéder six mois ni être moins d'un mois.

4° Cette banque sera formée par les fonds que la commune a de placés sur le Trésor, par les fonds des centimes et autres impôts dont l'emploi n'est point effectué de suite, par les fonds que la fabrique tient à sa disposition; enfin par un impôt extraordinaire sur les quatre contributions.

5° Cette institution dont le but est de venir en aide à ceux qui sont dans les embarras financiers, sera intitulée *Banque communale de Pleucadeuc*.

6° Pour faciliter les transactions commerciales, la Banque communale de Pleucadeuc sera autorisée (la commune de Pleucadeuc responsable), à émettre jusqu'à concurrence de la moitié de son capital, des billets payables au porteur dans les quinze jours de mai et d'octobre de chaque année.

7° Ces billets donneront droit au porteur à un intérêt de trois du cent par an, payable aux mêmes époques que les billets.

8° Ces billets se transmettront par voie d'endossement.

9° Ils seront extraits d'un registre à souche et revêtus des formalités indiquées au chapitre *Billets de Banque*.

Toute personne qui voudra emprunter à la banque communale doit préalablement faire inscrire sa demande sur le registre tenu à cet effet par le secrétaire. Ce registre devra mentionner le numéro d'ordre, la date, les noms, prénoms et domicile de l'emprunteur, ou de sa caution, s'il y en a, la somme demandée et la durée du prêt. Cette demande sera présentée le plus tôt possible à l'approbation du conseil de censure; si la demande est approuvée, alors l'affaire se traite pour le commencement et la fin du prêt, entre le directeur et le demandeur. Ce dernier souscrit au profit de la Banque une obligation qui est signée de lui, ou de sa caution, s'il y en a.

Tous propriétaires, marchands, industriels, ouvriers, sont invités à accepter des billets de la banque communale de Pleucadeuc. Les garanties doivent paraître suffisantes aux plus difficiles, puisque le capital en numéraire est le double des billets émis, puisque la commune de Pleucadeuc qui possède une valeur de plus d'un million en communs, les prend sous sa responsabilité, et enfin parce qu'un billet de la banque communale de Pleucadeuc, renfermé dans votre coffre-fort, vous portera intérêt à 3 p. 100, tandis que pareille somme en espèces, dans la même situation, ne produirait rien.

Ce projet pourrait donner lieu à plusieurs observations; mais nous nous bornerons à dire quelques mots.

Ce n'est point là une banque de crédit foncier proprement dit, mais plutôt un établissement destiné à fournir le crédit mobilier aux cultivateurs, à faire des avances qui auront pour garantie la valeur des récoltes.

Le délai de six mois, maximum accordé par la banque aux emprunteurs, est insuffisant. Il faut que le cultivateur ait recueilli et vendu ses récoltes pour rentrer dans les avances qui lui ont été faites, pour pouvoir se libérer. La banque devrait donc prêter à un an de terme; elle doit tout au moins accorder aux emprunteurs la faculté de renouveler leurs billets.

Le taux de l'intérêt nous paraît trop élevé: il pourrait être réduit à 5 0/0.

Pour accroître ses ressources, la banque pourrait emprunter de tous ceux qui auraient confiance en elle, stipuler une époque précise de remboursement, servir 3 ou 4 0/0 d'intérêt à ses prêteurs, puis ensuite prêter à 5 0/0 les capitaux qu'elle aurait empruntés à 3 ou 4. Elle jouerait ainsi le rôle d'intermédiaire entre les capitalistes qui ont des fonds disponibles et les propriétaires-cultivateurs qui cherchent des capitaux. Elle garantirait la solvabilité des emprunteurs et percevrait 1 0/0 de prime d'assurance.

À ces conditions, la banque trouverait facilement des écus et pourrait se dispenser d'émettre des billets.

Quand son crédit serait bien établi, elle émettrait des obligations pour étendre ses affaires, et son papier serait accepté. Mais, dans les pré-



autres temps, il vaudrait mieux, peut-être, n'opérer qu'à l'aide de numéraire.

Quoi qu'il en soit, l'initiative prise par une simple commune de la Bretagne prouve que les idées nouvelles font d'immenses progrès et que l'esprit public est disposé à accepter des réformes économiques.

#### UNE ASSOCIATION AGRICOLE.

On nous signale, parmi les cultivateurs de l'arrondissement de Rambouillet, des germes d'association, précusés par leurs résultats, utiles comme exemple et curieux à observer pour tous les amis de la science sociale. Ce sont, en effet, des indices frappants de l'accroissement d'effet qu'obtiennent les moindres forces dès qu'on parvient à les rendre à peu près convergentes. C'est le cas de dire : L'UNION FAIT CROÎTRE ET PROSPÈRE LES PETITES CHOSES.

Les onze frères B..., de la commune de Brières, canton de Limours, restèrent, il y a peu d'années, orphelins, mais avec quelque fortune : les aînés étaient déjà grands et robustes ; la tutelle commune et l'éducation des plus jeunes furent confiées à trois oncles, hommes de grand sens et excellents cultivateurs. Ces braves gens administrèrent en commun cette succession que leur propre bien doit grossir un jour. Ils s'appliquèrent à élever dans l'amour du travail et la concorde fraternelle ces enfants à qui la providence n'avait enlevé un père que pour leur en rendre trois. Bref, ils s'acquittèrent si bien de cette double tâche, qu'en arrivant successivement à l'époque de leur majorité, aucun des pupilles ne voulut réclamer son indépendance et demander compte de son bien.

Aujourd'hui encore, la succession demeure indivise et toutes les terres sont régies en commun ! D'après les avis des trois tuteurs, avis que l'on suit comme des ordres, les cultures se distribuent selon la qualité et l'exposition des terrains ; elles s'équilibrent de telle sorte, que les produits surabondants d'une ferme suppléent à tout ce qui manque dans une autre ; enfin, il règne dans cette exploitation ainsi combinée, une variété raisonnée et enchaînée de cultures que l'on ne trouve ordinairement qu'au sein des grands domaines réunis dans la main d'un seul propriétaire. Ce n'est point que les frères B... aient continué de vivre en commun : chacun s'est établi sur une petite ferme. Plusieurs se sont mariés ; mais ce nouveau lien n'a pas détruit les premiers. Nous ne voudrions pas dire que chacun de ces cultivateurs ne regarde pas avec plus d'amour et de sollicitude les sillons les plus voisins de son petit manoir, mais à l'époque des grands travaux du domaine, quand il s'agit de labourer, de semer, de récolter, toutes les forces se réunissent.

« Tenez, monsieur, nous disait le cultivateur qui nous a donné ces renseignements, c'est à la vendange, à la moisson, à la fenaison qu'il faut les voir : chacun de ces gaillards-là n'a pas moins de vingt-deux bras à son service. Dès le matin, les onze frères sont réunis chacun à la tête de ses ouvriers, et vous les voyez courir de clos en clos, de sillon en sillon, selon la maturité des récoltes ; en un clin d'œil, le vert de la prairie a disparu sous la faux ; les gerbes sont couchées et liées ; la vigne, qui était noire, s'éclaircit ; et puis c'est un entrain, une gaieté dont vous ne vous faites pas d'idée ! Ils n'ont déjà qu'un pressoir et qu'un four, et on dit, dans le village, qu'ils vont faire construire une grange et un cellier pour eux tous. Les vaches paissent toutes ensemble, tantôt dans le pré de François, tantôt dans le pré de Jérôme ; il ne leur manquerait plus que de rentrer le soir dans une seule étable. Et ce n'est pas tout ! Faut-il, sur l'une des onze fermes, vingt chevaux pour un charroi ? on les a le lendemain ! A-t-on besoin de quinze charrettes d'engrais ? on les a, et l'argent ne manque pas, allez !... Tant il y a, qu'ils s'arrondissent tous les jours, et que la ferme à Jean-Baptiste, qui était si mal ses affaires, et dont personne ne voulait, ils l'ont reprise, eux, et la voilà en plein rapport ! Comprenez-vous quelque chose à tout cela, monsieur ? »

L'explication eût été inutile. L'homme que de pareils faits n'avaient point éclairé ne pouvait comprendre des raisons. Il en est ainsi dans toutes les communes de Brière et de Beauregard, et à dix lieues à la ronde ; beaucoup admirent les frères B..., presque tout le monde les envie, mais personne ne songe à les imiter. Il appartiendrait au ministre chargé de l'agriculture et de l'industrie,

de prendre des informations plus détaillées sur le phénomène que nous signalons. Il pourrait faire essayer sur une échelle plus large et dans toute une commune, les procédés qui, dans une seule famille, donnent déjà de si beaux résultats. Il trouverait, là du moins, tous les éléments d'une véritable ferme-modèle, d'un institut agricole pratique.

Que de vérité et de naïveté dans ce simple récit, n'est-ce pas, lecteurs ? Nous vous le livrons sans réflexions, tel que nous l'avons trouvé dans l'*Almanach de France pour 1842*, rédigé par M. Emile de Girardin, rédacteur en chef de la *Presse*. S'il venait de nous, on nous traiterait d'utopistes, de socialistes, de communistes, etc. Nos ennemis seraient-ils aussi avancés que nous, sans le savoir ?

(Le Travailleur, de Nancy.)

#### LES OUVRIERS DE PARIS.

#### INDUSTRIE DE LA PEAU.

(Suite (1)).

#### LE CORROYEUR.

Le corroyeur est celui qui donne aux cuirs sortant des mains du tanneur des façons qui les rendent plus souples et plus lisses. Il les dispose pour la sellerie, la bourrellerie, la cordonnerie, etc.

Quoique très pénible encore, ce travail l'est moins que celui des tanneurs, et le salaire est beaucoup plus élevé. Les corroyeurs sont presque tous aux pièces ; leurs ateliers sont clos, et ces ouvriers ne sont pas, comme les tanneurs, exposés aux intempéries des saisons, sujets aux mêmes maladies.

A Paris, les corroyeurs sont divisés en sept classes principales dans lesquelles ne sont pas compris les maroquiniers, les chevriers, le vernis, etc., qui forment aussi des branches spéciales. La corroierie se compose donc : 1° des dérayeurs ; 2° des metteurs au vent ; 3° des metteurs en huile ; 4° des dégraisseurs ; 5° des blanchisseurs ; 6° des cireurs ; et 7° des finisseurs.

Les dérayeurs sont ceux qui amincissent la peau et l'égalisent ; ils ôtent, avec un couteau à revers, les chairs que les tanneurs peuvent y avoir laissées. Il faut, pour ce travail, être doué d'une certaine dextérité, afin de ne pas trop entamer le cuir, qui, par ce fait, deviendrait impropre aux usages pour lesquels on le destine.

La journée des dérayeurs est plus élevée que celle des autres ouvriers de la corroierie ; lorsqu'ils sont aux pièces, la douzaine de peaux leur est payée 1 f. 75 c., et ils peuvent en faire quatre douzaines, ce qui élève leur gain à 7 f. Ils tirent un peu vanité de ces avantages, d'ailleurs, il est vrai, à leur adresse et à leur habileté, et ne se font pas aimer de leurs camarades. Cependant, nous devons dire que, depuis février, les intérêts communs des ouvriers de la peau les ayant fréquemment réunis, les dérayeurs ont perdu, pour la plupart, ce sentiment exagéré de leur capacité personnelle et qu'ils vivent en bonne intelligence avec les autres ouvriers.

Après les dérayeurs viennent les metteurs au vent, qui foulent la peau pour la rendre plus douce. Ce travail est le plus facile de toute la corroierie ; mais il est aussi extrêmement pénible. La douzaine de peaux leur est payée 90 c. ; ils peuvent en faire quatre, ce qui porte leur gain à 3 f. 60 c.

Viennent ensuite les metteurs en huile, qui prennent du dégras, composé d'huile de poisson, et l'étendent sur la peau, afin de lui donner de la souplesse ; ils gagnent 4 francs par jour ; les dégraisseurs, qui enlèvent avec une étire non-coupante le dégras qui n'a pas pénétré dans le cuir ; ils gagnent 3 f. 50 c. ; les

blanchisseurs, qui achèvent le travail des dérayeurs avec une étire coupante ; ils gagnent de 4 f. à 4 f. 50 c. ; les cireurs, qui étalent sur la peau de l'huile de poisson, du noir de fumée et une grande quantité de suif ; leur gain est le même que celui des blanchisseurs ; et enfin les finisseurs, qui mettent de la colle de peau sur les cuirs et les glacent ensuite avec un morceau de verre à glace très épais, emmanché dans un morceau de bois. Leur journée est de 4 f. 50 c.

Les corroyeurs sont plus intelligents que les tanneurs ; ils ne sont pas soumis, comme eux, à de longs et fréquents chômages ; il y a un bien plus grand nombre d'ateliers où ils peuvent trouver de l'occupation ; on vient de voir aussi que leur gain est plus élevé. Cela tient à diverses causes que nous allons indiquer.

La plupart des jeunes gens venant à Paris pour apprendre le travail de la peau appartiennent à des parents aisés qui ont l'intention de les établir. Ces jeunes gens exercent toutes les professions que nous venons d'énumérer, et, au bout de quelques années, lorsqu'ils les ont apprises, ils retournent dans leur pays et s'établissent. Nous ne parlons ici que de ceux qui sont assez heureux pour pouvoir agir ainsi ; il est un certain nombre d'apprentis corroyeurs qui n'ont pas le même bonheur et ont été longtemps exploités en province avant de travailler dans la capitale.

Les corroyeurs ont toujours maintenu leurs prix avec une grande énergie et ils ont entrepris de nombreuses grèves à ce sujet. Cela leur est d'autant plus facile, qu'ils changent souvent de partie et qu'allant dans différentes corroieries, ils se connaissent presque tous.

On compte à Paris près de 6,000 corroyeurs.

L'embauchage ne s'opère pas de même que dans les autres industries.

Les maîtres corroyeurs ont peu de rapports avec leurs ouvriers ; ainsi que les maîtres tanneurs, ce sont plutôt des commerçants que des industriels ; ils achètent les peaux tannées, les font corroyer et les revendent ensuite. Ils ont des contre-maîtres auxquels ils confient le soin de diriger le travail, et qui acceptent ou renvoient les ouvriers. Les corroyeurs savent aussi qu'il y a besoin de monde dans un atelier par les rapports continuels qu'ils ont entre eux, et l'embauchage n'est, en général, qu'une affaire de camaraderie ; l'ouvrier qui n'a pas su s'attirer la bienveillance de ses compagnons, soit en ne partageant pas leurs plaisirs, soit par les défauts de son propre caractère, reste inoccupé en temps ordinaire et ne trouve d'occupation que lorsque la corroierie va fort.

Bien que l'espace nous manque pour traiter séparément chacune des spécialités de la peau, nous ne pouvons passer sous silence le travail des vachers. Cette profession est extrêmement rude, et peu d'hommes sont état de l'exercer longtemps.

Le vacher prend la peau de vache ou de bœuf dès qu'elle a subi la préparation du tannage et la mouille en la mettant dans un baquet plein d'eau ; il la fend, c'est-à-dire la partage en deux et la bute avec une étire pour enlever les chairs qui restent encore. Ensuite il la fait sécher, et la reprend pour la rebrosser. Cette opération, qui sert tout à la fois à adoucir et à affermir la peau, s'obtient en employant un outil de bois dentelé qu'on nomme *marguerite*. C'est uniquement par le poids de leur corps et par la force des muscles que les vachers peuvent rebrosser convenablement. Après le rebrossage, ils mouillent de nouveau la peau avec un chiffon et l'étendent sur une table, puis ils l'accrochent en l'air, où elle finit de se sécher. Les cuirs ainsi préparés servent pour les premières semelles des souliers, pour celles des bottines, des chaussons, pour les trépointes, etc.

Les vachers sont promptement exténués, et si les mécaniques pouvaient remplacer le travail humain sans retirer aux ouvriers leurs moyens d'existence, on souhaiterait ardemment

(1) Voir le numéro du 22 avril.



qu'elles se substituassent à une profession aussi pénible.

Le salaire des *vachers* se paie au poids; c'est-à-dire qu'il reçoivent 6 f. pour 100 livres de peau; ils en font à peu près 500 livres par semaine, ce qui produit 5 francs par jour. Mais ils n'arrivent à ce taux que lorsqu'ils travaillent directement pour les patrons, car ces derniers donnent fréquemment de l'ouvrage à des *façonniers*, qui, à leur tour, prélèvent 1 fr. et quelquefois 1 f. 25 c. sur 100 livres, ce qui réduit la journée à 4 fr. et même 3 f. 75 c. De plus, ils sont contrainsts, pour conserver leurs forces, de beaucoup dépenser pour leur nourriture. Dans l'été, la chaleur de l'atmosphère, jointe à celle produite par leur travail, les excite à boire plus que leur santé ne l'exigerait, ce qui devient la cause de nombreuses maladies. Un autre danger, non moins grand, c'est qu'étant échauffés, couverts de sueur, ils sont forcés de tremper leurs mains dans l'eau froide pour en retirer les peaux qu'ils y ont fait tremper. Il en résulte pour eux des rhumes chroniques, des fluxions de poitrine, des paralysies, etc.

Ils supportent aussi de fréquents chômages, et, après les *tanneurs*, les *vachers* sont les plus malheureux de toute l'industrie de la peau. Quand ils n'ont plus la vigueur nécessaire pour continuer leur état, ils essaient de se rejeter vers une autre partie; mais ils manquent de l'adresse et de l'habileté indispensables pour obtenir une journée ordinaire; ce qui fait qu'à cinquante ans, ils manquent totalement de ressources.

La *corroierie* connue sous le nom de *cuir noir*, présente aussi une profession très fatigante, et qui consiste à fouler la peau avec les pieds. Les hommes qui font ce métier ont des souliers qui pèsent 14 et 15 livres, et ils trépiignent les cuirs pendant des semaines entières, afin de les rendre malléables. Les *cuis noirs* ont un poids qui est rarement au-dessous de 100 livres et qui est quelquefois de 120, et il faut les soulever très fréquemment. Ces ouvriers gagnent de 3 f. 50 c. à 4 fr.

Les *outriers de la peau* ont une société de secours mutuels dont la fondation remonte au 6 février 1791. On est étonné, en sachant combien ces ouvriers sont nombreux à Paris, que leur société ne compte que 150 membres dans son sein, et ne possède que 21,000 francs. Il est vrai que les maladies sont fréquentes et que les *pensionnaires* qui reçoivent 200 f. par an sont au nombre de seize au moment où nous écrivons. En comparant ce chiffre avec celui des pensionnaires des autres sociétés mutuelles, on le trouve fort élevé, car elles n'en ont d'ordinaire que quatre ou cinq.

La pension est donnée à 65 ans, ou au bout de 10 ans d'affiliation lorsqu'on devient infirme, et dans les associations du même genre, on ne la reçoit qu'à l'âge de 70 ans. Un fait non moins remarquable, c'est que, dans le tableau des pensionnaires que nous avons sous les yeux, un seul ait 70 ans, les autres n'ont qu'une soixantaine d'années. C'est une preuve de la situation fâcheuse dans laquelle se trouvent un grand nombre d'*outriers de la peau*.

Dans le prochain numéro, nous nous occuperons des *cambreurs*.

PIERRE VINÇARD.

O vous qui ne savez gouverner qu'en enlevant aux citoyens la subsistance et les commodités de la vie, avouez que vous êtes indignes et incapables de commander à des hommes libres, ou bien, corrigez votre ignorance, votre orgueil et votre paresse. Créez des institutions bienfaisantes qui préviennent le mal et l'étouffent dans son germe.

Thomas MORTS.

## EXPOSITION ET EXAMEN CRITIQUE DES DOCTRINES DE M. PROUDHON.

### Première partie. — Exposition.

(Suite (1)).

#### Lettre à M. Blanqui sur la propriété; deuxième Mémoire.

Après le premier Mémoire, la lettre à M. Blanqui perd, il faut le dire, beaucoup de l'intérêt qui se serait attaché au travail en lui-même. Celui-là projette, en effet, sur celle-ci le souvenir de sa forme énergique et de sa force démonstrative; après de pareille vigueur toute constitution paraît faible. Au surplus, la lettre à M. Blanqui, reprenant la question de la propriété sous des faces nouvelles, demandant à l'histoire, à des discussions d'une allure moins passionnée, la justification de ses colères passées, nous montre réellement M. Proudhon sous un aspect moins redoutable.

A qui lui avait reproché d'avoir quitté les armes du premier combat, M. Proudhon a lui-même répondu que, jugeant la bataille gagnée et la propriété vaincue par son premier fait d'armes, il avait trouvé inutile de conserver la lourde armure et la hache menaçante. Ce n'est pas moi qui ferai volontiers reproche à Minerve d'échanger la cuirasse pour l'olivier; toutefois, j'estime qu'il est préférable de tenter la conciliation avant la rigueur, et que la persuasion n'est point à sa place logique à la suite du raisonnement implacable et définitif.

Il n'en est pas moins vrai que cette œuvre de l'auteur est digne d'être remarquée pour les qualités qui lui sont propres: moins ardentes, elle éclaire la question de lueurs nouvelles qu'elle emprunte, dans le passé, à l'histoire des divers états sociaux et des révolutions toujours économiques qui s'y manifestèrent; dans le présent, aux questions actuelles qui s'agitent dans le gouvernement ou dans l'enseignement. Mais ce sont là des applications d'idées déjà traitées dans le premier Mémoire et lutté que des idées nouvelles; je n'ai donc point à insister près du lecteur sur les conséquences que M. Proudhon fait ressortir des principes que nous connaissons, selon que son esprit fécond les applique à des objets divers.

La lettre à M. Blanqui est loin de présenter l'unité dogmatique et la texture nerveuse de son premier Mémoire: c'en est, en quelque sorte, l'irradiation en tous sens, avec les phénomènes complexes de réflexion, réfraction et diffraction, suivant les milieux parcourus ou les objets rencontrés par les rayons.

M. Proudhon trouve sur son chemin des socialistes, des écrivains politiques, des philosophes, des historiens que sais-je? Il critique, non-seulement ce qu'ils disent, mais parfois encore ce qu'on dit d'eux; livres, journaux, brochures, rien n'échappe à son imagination armée en course. Il m'est impossible d'analyser cette odyssee; la critique des critiques de l'auteur est en dehors de mon plan: je me bornerai, à cet égard, dans la seconde partie de ce travail, à caractériser d'une manière générale les jugements de l'auteur sur les renommées contemporaines, et ses procédés à l'égard d'autrui.

Il est aussi beaucoup question, dans son œuvre, de l'auteur lui-même. La genèse de ses opinions, l'explication de sa conduite nous intéressent certainement moins que ses opinions et cette conduite même: il s'agit, non pas de l'opinion que se peut former M. Proudhon sur son propre compte, mais de nous en former une qui nous soit personnelle; or, je crois avoir dit de la lettre à M. Blanqui tout ce qui est utile à ce dessein.

#### Avertissement aux propriétaires, ou lettre à M. Considérant sur une DÉFENSE DE LA PROPRIÉTÉ.

Les publications les plus importantes de M. Proudhon, c'est-à-dire la création de l'ordre dans l'humanité et le système des contradictions économiques, sollicitent notre attention, et dans ma marche vers ces points capitaux de l'œuvre générale de l'auteur, je ne m'arrêterais pas un instant sur cet opuscule, s'il n'évoquait la question très sérieuse de la propriété de la plus-value ajoutée au sol par le travail humain.

La lettre à M. Considérant, motivée par une *défense de la propriété* qui émanait d'un disciple de Fourier, fut, en effet, une œuvre de pure polémique; polémique traitée, sans doute, sur un fonds

solide de connaissances et d'idées acquises, mais qui n'en reste pas moins, à mes yeux, une véritable débauche de formes où l'esprit semble s'être donné congé et se livrer au vagabondage de l'écolibuaissier.

Sous le titre *Ce Théorie du droit de propriété et du droit au travail*, M. Victor Considérant a publié en 1839, une opinion qui n'engage certainement pas l'école qui s'honore du nom de disciple de Fourier, mais qui a pourtant un grand poic émanant du chef reconnu de socialistes nombreux: généralement instruits, et remarquables surtout par l'esprit d'unité que leur imprime l'ascendant du génie de leur maître.

Voici quel est le raisonnement de M. Considérant:

« L'usufruit de la terre appartient à chaque individu de l'espèce. »

D'autre part: « Tout homme possède légitimement la chose que son travail, son intelligence ou plus généralement, que son activité a créée. »

Or, non-seulement l'homme crée des produits mais encore il ajoute par son travail une *plus-value* à la terre brute; cette plus-value appartient légitimement au créateur, au même titre que les produits eux-mêmes: le capital *primitif* incréé reste seul l'objet du domaine commun, *imprescriptible*.

Cependant, que représente ce capital primitif, a priori de vue de l'utilité? Le droit de vivre par l'exercice de l'activité naturelle sur le domaine commun; le droit aux travaux suffisants pour assurer l'existence.

« Eh bien! qu'une société industrielle, qui a pris possession de la terre et qui enlève à l'homme la faculté d'exercer à l'aventure et en liberté, sur la surface du sol, ses quatre droits naturels; qu'elle société reconnaisse à l'individu, en compensation de ces droits dont elle le dépouille, le *droit au travail*; alors, en principe et sauf application convenable, l'individu n'aura plus à se plaindre. En effet, son droit primitif était le *droit au travail* exercé au sein d'un atelier pauvre, au sein de la nature brute; son droit actuel serait le *même droit* exercé dans un atelier mieux pourvu, plus riche où l'activité individuelle doit être plus productive. »

M. Proudhon ne partage point l'opinion de M. Considérant, et voici par quels motifs:

Il n'y a point d'équivalent à offrir en échange d'un droit naturel, imprescriptible. Le droit à glaner son existence sur une terre inculte est devenu le droit à tous les avantages d'une société plus avancée; la société, une abstraction d'ailleurs, ne peut diviser ses membres en deux catégories.

Quant au principe que tout homme possède légitimement la chose que son activité a créée, il faut distinguer les choses qui peuvent être appropriées de celles qui ne le peuvent pas. L'homme ne peut s'approprier que ce qu'il crée ou forme en vue de sa consommation. Les choses non consommables ne sont point appropriables; ou serait, en effet, la raison de cette appropriation?

La question de *plus-value* donnée au sol par le travail est implicitement résolue par ce qui vient d'être dit. Cette plus-value résulte de la nature de la terre plutôt que du dessein prémédité du travailleur qui n'a en vue que la multiplication des produits; c'est une loi que la terre mieux cultivée soit plus propice au travailleur, c'est une loi aussi qu'abandonnée de nouveau, elle retourne à son infécondité relative; que l'homme profite de ces heureuses dispositions, et qu'il ne s'en attribue pas le mérite.

D'ailleurs, en supposant légitime la reconnaissance du droit à cette plus-value, elle n'en serait pas moins un accessoire incapable d'attribuer le principal: ce serait le cas d'offrir un équivalent. Mais quel équivalent offrir? Des produits; mais ils sont tous appropriés, et en eux est précisément représentée de la manière la plus exacte la valeur, l'unique valeur de la terre!

C'est que, disons-le en terminant, cette plus-value n'existe réellement pas dans une économie rigoureuse; c'est une idée puisée dans la propriété elle-même, et qui fait cercle vicieux en cherchant à expliquer celle-ci: La terre est dans une relation constante avec la société qui l'habite.

GILBERT VILLENEUVE.

(La suite à un prochain numéro.)

(1) Voir les numéros des 1<sup>er</sup>, 8, 15, 22, 29 avril.



*Liste, par ordre alphabétique, des candidats à l'Assemblée législative, votée par le comité démocratique-socialiste des élections :*

- 1 BAC (Théodore).
- 2 CABET.
- 3 CHARASSIN (Frédéric), homme de lettres.
- 4 CONSIDERANT (Victor).
- 5 D'ALTON-SHÉE.
- 6 DEMAY, lieutenant des chasseurs à pied.
- 7 GENILLER, professeur de mathématiques.
- 8 GREPPO.
- 9 HERVE, rédacteur de la *République*.
- 10 HIZAY, ouvrier mécanicien.
- 11 LAGRANGE.
- 12 LAMENNAIS.
- 13 LANGLOIS, rédacteur du *Peuple*.
- 14 LEBON (Napoléon).
- 15 LEDRU-ROLLIN.
- 16 LEROUX (Pierre).
- 17 MADIER DE MONJEAU aîné, avocat.
- 18 MALALMET, ouvrier en bronze.
- 19 MONTAGNE, ouvrier tailleur de limes.
- 20 PERDIGUIER (Agricol).
- 21 PROUDHON.
- 22 PYAT (Félix).
- 23 RIBEYROLLES.
- 24 SAVARY, ouvrier employé au gaz.
- 25 THORÉ.
- 26 VIDAL (François), publiciste.

*Candidats militaires :*

- 27 BOISSOT (Jean-Baptiste), sergent-major des carabiniers, au 7<sup>e</sup> léger.
- 28 BATTIER (Edmond), sergent au 48<sup>e</sup> de ligne.

**COMITÉ DÉMOCRATIQUE SOCIALISTE DES ÉLECTIONS.**

Les ressources pécuniaires du comité démocratique-socialiste sont tout-à-coup taries par la suspension des réunions électorales.

Les dépenses pour frais de local, de bureau, de correspondance, d'impression des circulaires, et surtout de la *liste*, vont devenir impossibles.

Le comité fait appel à tous les démocrates-socialistes. Il les adjure, au nom de sa cause, de s'imposer encore un sacrifice. Il espère que le peuple, qui a su trouver des sommes considérables pour racheter ses journaux des griffes du fisc, donnera une dernière obole pour achever son œuvre électorale et achever le triomphe de la liste.

Des souscriptions sont ouvertes dans tous les bureaux des journaux démocratiques, et au siège du comité, impasse des Bourdonnais, 6.

**TENTATIVE D'ASSASSINAT SUR TROIS REPRÉSENTANTS DU PEUPLE.**

Une tentative d'assassinat, accompagnée de circonstances qui rappellent les plus mauvais jours de la terreur blanche de 1815, a été commise lundi dernier, 30 avril, à Moulins, sur la personne de M. Ledru-Rollin et de deux de ses collègues, les citoyens Mathéy et Fargin-Fayolle. Si nous ajoutons foi aux diverses versions des journaux de la localité, les trois représentants n'auraient échappé à la vengeance des modérés du chef-lieu de l'Allier, que grâce à l'habileté et au sang-froid de leur postillon, qui, frappant ses chevaux blessés d'une main vigoureuse, serait parvenu à les enlever et à se frayer un passage au milieu d'une multitude furieuse. M. Ledru-Rollin et ses deux collègues en ont été quittes pour quelques blessures légères. La voiture, percée de coups de sabres et de baïonnettes, a servi de bouclier à la poitrine des représentants montagnards.

M. Ledru-Rollin a exposé avec calme, dans la séance de mercredi dernier, les diverses circonstances de l'attentat dont ils ont failli être victimes. Ce récit a soulevé l'indignation générale de l'Assemblée. M. Odilon Barrot, ministre de la justice et président du conseil, s'est associé aux sentiments de ses collègues, et a promis que justice serait faite de cet assassinat.

La *Patrie*, rendant compte de cet odieux guet-à-pens, a inventé pour le qualifier une expression qui a obtenu un grand succès dans le sein du parti honnête et modéré. M. Ledru-Rollin, raconte la *Patrie*, qui avait été accueilli à son arrivée par de bruyantes démonstrations d'enthousiasme, a été à son départ l'objet d'une *manifestation contraire*....

**COURRIER DE LA SEMAINE.**

J'aime à croire que le Parisien rira jusqu'à la consommation des siècles. Cette seule idée suffit pour me consoler de bien des injures anonymes, de celles mêmes que nos correspondants officiels n'ont pas la délicatesse d'affranchir. Le Parisien riait en 92 avec Champenez et l'abbé Maury, à qui la menace de la lanterne inspirait de très agréables calembourgs. Il riait à la Convention avec Lanjuinais, qui ne demandait qu'une grâce avant d'être assassiné, celle d'être décrété *bœuf*. Il m'est doux de constater que le peuple de Paris est demeuré fidèle à ces pieux souvenirs et à la religion des aïeux. Le peuple de Paris a été d'une gaieté folle durant tout le cours de la semaine dernière, et Dieu sait cependant si les événements étaient couleur de rose.

Les événements étaient si peu couleur de rose, que le *Journal des Débats*, qui a des prétentions au style noble, a été obligé, par la gravité des circonstances, d'emprunter, trois jours de suite, au *Constitutionnel* son langage météorologique et de débiter en ses premiers *Paris* par dire que l'horizon politique se couvrait de plusieurs nuages. Moi-même, qui ne suis pas un alarmiste et qui n'aime pas à forcer les métaphores, je ne crains pas d'affirmer qu'à l'heure qu'il est, nous rions sur un volcan. Volcan, j'ai dit le mot et ne le retire pas. Oui, l'ordre social actuel est un volcan et un volcan de boue qui fait éruption à époques périodiques, et qui n'est pas au bout de ses vomissements, s'il tient à se débarrasser de toutes ses impuretés. Je tiens d'une femme brune entre deux âges, qui s'habille comme la dame de Pique et que tout le monde connaît, que la présente année 1849 sera *excessivement chaude... pour les rois et pour les soldats*. Les érudits en cabale affirment même que cette prophétie se trouve formulée en toutes lettres dans les œuvres inédites de feu Nostradamus.

Il est certain que depuis l'équinoxe de mars, les soldats et les rois ont déjà commencé à s'agiter quelque peu, et que les hommes d'Etat de beaucoup de pays semblent s'être donné le mot et travailler de concert à l'accomplissement de la prophétie ci-dessus.

Le bruit s'est même répandu que Sa Majesté le roi de Prusse, qui a toujours passé pour un prince prudent, avait loué pour sa résidence d'été un appartement délicieux dans la citadelle de Magdebourg, la plus solide place forte de la monarchie. Je conçois cette précaution, bien que j'aie quelque peine à la concilier avec l'opinion que mes professeurs m'avaient faite de la royauté dans mon jeune âge, m'enseignant que les rois étaient les pères des peuples et que l'amour de ceux-ci était leur plus sûre garde. Si les rois, aujourd'hui, ont plus de confiance dans leurs canons que dans l'amour de leurs peuples, probablement qu'ils doivent avoir des raisons pour cela.

Mais il paraît que le roi de Prusse n'est pas le seul des souverains d'Allemagne que tourmente ce désir immodéré de se soustraire à l'amour des fidèles sujets de sa capitale, et que l'envie de *s'en aller* est devenue universelle chez tous ces potentats. A preuve, S. M. Wurtembergaise qui déménage nuitamment de Stuttgart, en laissant la clé sous la porte, comme un locataire infidèle. Vous apercevez un peu plus loin le roi de Saxe et le roi de Bavière qui s'empressent de faire leurs paquets, comme s'ils étaient à la veille d'entreprendre un long voyage. Et les monarchies de vieille souche n'ont pas l'air de vouloir tenir mieux que les monarchies de fabrique napoléonienne. Entendez-vous se démener ce pauvre vieux, cet imbécile qui demande à cor et à cris qu'on le conduise, sans déceler les chevaux, jusqu'à Saint-Petersbourg. C'est l'ex-empereur d'Autriche, celui à qui ses fidèles viennois ont joué l'an passé l'indigne tour de lui imposer une constitution quasi-républicaine. L'infortuné monarque, qui n'avait pas la cervelle très robuste avant cet accident, a perdu ce jour-là, de frayeur, la faible dose de raison que lui avait départie la nature. On a remplacé le Ferdinand par un Joseph, un jeune homme de dix-huit ans très bien, avec un habit blanc et une queue. Mais à peine le dernier des Césars s'est-il assis sur son trône, que l'épidémie régnante l'a appréhendé au corps et qu'il n'a plus aspiré qu'à jouir des douceurs d'une retraite calme et sûre, au sein de la citadelle de Vérone, où il a prié Radetski de lui préparer un logement. Un joli métier que d'être empereur pour passer ses jours en prison ! Les rois s'en vont décidément, et j'ai grand peur qu'avant dix ans les curieux de cette institution ne

soient obligés de faire le voyage du Congo pour s'en procurer de la graine.

De tous les souverains détronés, le seul qui manifeste aujourd'hui le désir de revoir son palais est l'hôte du Vatican. Sa Sainteté le pape. Je désire que mes pressentiments me trompent et que le gouvernement français, qui a commis l'incroyable sottise d'envoyer une expédition en Italie pour restaurer la papauté, n'en soit pas pour ses frais de générosité ; mais j'ai rêvé trois nuits de suite que cette malheureuse papauté aurait quelque jour son Louis XVI, et cet infortuné Pie IX me paraît réunir toutes les qualités de l'emploi. C'est tout de même fort drôle, comme disent les Anglais, que de voir un gouvernement républicain venir au secours des monarchies contre les républiques.

Ce ne sont pas là précisément les événements de l'extérieur qui ont mis en verve d'hilarité la population parisienne. Le peuple de Paris est heureux de voir voyager les souverains, c'est vrai, et il s'intéresse considérablement à leur sort, mais il prend généralement leurs tribulations au sérieux. L'intervention en faveur du pape ne le divertit pas non plus démesurément, et il désire faiblement le triomphe de M. le général Oudinot. Ce qui l'a plus particulièrement réjoui la semaine passée, c'est le désespoir de ce pauvre Léon Faucher et la maladresse de sa police, qui avait promis à son ministre une émeute avant les élections et qui n'a encore pu réussir qu'à commettre une foule de qui-proquos ridicules et à multiplier de déplorables occasions de calembourgs.

Le public, en général, sait fort peu que la ville de Paris a l'avantage d'être surveillée en ce moment par dix polices particulières, toutes hostiles l'une à l'autre. Il y a la police de l'intérieur, la police de la préfecture, la police de l'état-major, la police orléaniste, la légitimiste, la bonapartiste, etc. Dix polices, c'est le double de ce qu'on possédait sous le gouvernement provisoire, époque de confiance naïve, où les agents servaient trois ou quatre partis avec la même conscience et le même zèle ; où les espions de M. Marrast étaient soldés par M. Ledru-Rollin, qu'ils avaient mission de surveiller et réciproquement. Dix polices, c'est bien du monde à employer, c'est bien de la besogne à créer, car enfin il faut que tous ces braves gens là vivent, et vous avez beau dire que vous n'en sentez pas la nécessité, on ne vous écouterait pas.

Or, il n'y a qu'un moyen d'occuper les polices politiques, c'est de leur donner des émeutes à nourrir ou des complots à éventer. Supprimer les émeutes, c'est ôter le pain à une foule de vieux serviteurs qui n'ont pas d'autre industrie que de les réprimer. L'émeute est à la police, ce que le loup est au louvetier. Sans l'émeute, le policeman n'a plus de raison d'être, comme sans le loup, le louvetier. Tous deux, par conséquent, le louvetier et le policeman, ont un intérêt immense à ce que la race de l'émeute et celle du loup ne disparaissent pas pour jamais de la face du sol, et tous deux font de sublimes efforts pour les perpétuer. Ce qui est cause que quand l'émeute est paresseuse à se lever ou ne veut même pas se lever du tout, les pauvres policemen sont obligés de recourir à une multitude de moyens plus ou moins ingénieux pour la forcer à partir. Un des moyens les plus usités consiste à faire annoncer dans des feuilles spéciales qu'on craint une émeute pour tel jour, à tel endroit et à telle heure. Il est rare que cette simple annonce ne réussisse pas à attirer, à l'heure dite, sur le lieu indiqué, une masse de curieux, parmi lesquels une foule de touristes anglais à qui l'Italie est fermée en ce moment et qui dépendent des sommes folles pour se donner le spectacle d'une émeute parisienne. Les malheureux sont tous les jours volés comme dans un bois ; mais l'expérience n'a pas de prise sur leur tempérament obstiné. Ils prétendent qu'on ne peut répondre de rien avec un peuple comme celui de Paris, et qu'il est très difficile d'établir le point de séparation entre une révolution et une émeute, et qu'il ne faut souvent qu'un coup de soleil, un rien, pour fournir la chance aux curieux.

Bref, la police avait promis à M. Léon Faucher une petite émeute avant les élections, et aussi dans le but d'entraver l'annistie, solennellement promise par l'élu du 10 décembre. Et la police avait agi consciencieusement ; elle avait fait publier à temps utile le programme de la chose à Londres, et les flâneurs, les flâneuses et les Anglais se sont bien trouvés à leur poste ; malheureusement le véritable peuple, le peuple des ateliers, le peuple qui démolit les gouvernements en deux heures, n'a pas consenti à prendre le rôle principal dans la pièce ; il a trouvé la farce indigne de son concours, et



s'est retiré chez lui. Alors le grand visir de la police, voyant le coup manqué, est devenu furieux, et il a mandé le chef des alguazils, à qui il alloue 15.000 francs par mois pour préparer des émeutes, et il lui a mis le marché en main, le menaçant de lui retirer son estime et son mandat de 15.000 fr., si dans deux heures il n'avait pas empoigné 500 personnes. Empoigné, n'est-ce que cela ? Excellence, il sera fait ainsi que vous aurez ordonné. Sitôt dit, sitôt lancé. Le chef des alguazils, ravi d'en être quitte à si bon compte, a ordonné une empoignade générale, sans distinction d'idiomes, de police ni de sexe. L'ordre est exécuté : les cinq cents victimes commandées sont saisies et entraînées à la salle Saint-Martin ; on les inquisitionne au plus vite, et le résultat de l'examen donne ce résultat lamentable : 100 agents de la police henriquinquiste, 100 dits de la police orléaniste, 100 dits de la police impériale ; en somme 300 agents de contrebande, plus ou moins déguisés en faux ouvriers, avec de faux nez et de fausses blouses ; plus 150 Anglais, d'âge et de cheveux divers ; une cinquantaine de fils de banquiers qui revenaient de dîner en ville, trois représentants du peuple, et pas un ouvrier ! Sort fatal ! guignon sans égal.....

J'ai entendu dire que les papiers saisis sur quelques-uns des coupables ont porté la terreur jusque dans les plus hautes régions du pouvoir. Un agent de la police henriquinquiste aurait été trouvé porteur de pièces attestant que les plus grands dangers qui menaceraient le gouvernement présidentiel, viendraient de la conspiration orléaniste, laquelle aurait pour chefs avoués trois personnages exerçant une haute influence et une grande autorité dans les circonstances actuelles : M. le général C....., le petit Th..... et le grand maigrot R....., son premier aide-de-camp.

Au lieu de reproduire les révélations foudroyantes de la faction henriquinquiste, la *Patrie* s'est amusée à reproduire des documents de l'autre monde, saisis, à ce qu'elle raconte, sur les prétendus ouvriers arrêtés dans la razzia du 27. C'est l'exposé d'un système de gouvernement qui débute par faire fusiller tous ceux qui ne sont pas républicains de naissance, tous ceux qui savent écrire l'orthographe, tous ceux qui voudront s'en aller et tous ceux qui sont riches. La *Patrie* ajourne ses lecteurs à une communication ultérieure pour leur soumettre la suite de cette exposition. La *Patrie* a été ce soir là d'une gaité délirante, contre son habitude, et sa belle humeur a été contagieuse.

Comme si le hasard s'était entendu avec la police pour apporter son contingent d'hilarité dans cette bouffonnerie, le hasard a voulu que des trois représentants coffrés, l'un fût noir, l'autre s'appelât Doutre, le troisième Jouin. M. Luisy Mathieu est pris pour un carliste, pour un blanc. Le citoyen Doutre-tombe dans les mains de la police. Désespoir de Cartier, qui a pris jusqu'ici le citoyen Doutre pour le citoyen Greppo, et qui l'a fait surveiller depuis plus de six mois sous ce pseudonyme. Difficulté pour M. Léon Faucher de trouver le Jouin pour se tirer honorablement, lui et ses agents, de cette échauffourée cocasse. Enfin, brochant sur le tout, le nom d'un farouche commissaire, un nom que la pudeur me défend de prononcer.

Bien entendu que la rue de Poitiers n'a pas voulu se faire tirer l'oreille pour apporter sa part d'hilarité à la collecte générale.

Le comité démocrate-socialiste avait choisi pour candidats deux sous-officiers de l'armée. La rue de Poitiers, illuminée par cet exemple, et désireuse de nous faire pièce, a décidé, dit-on, qu'elle réserverait sur sa liste deux places pour deux gendarmes. Cette décision était à peine connue, que M. Odry se trouvait assiégé dans son domicile par une foule de bons municipaux, qui venaient tous supplier leur poète ordinaire de leur rédiger une profession de foi, dans ce style modéré et honnête qui n'appartient qu'à cette institution.

Du reste, la rue de Poitiers avait besoin de cette manifestation significative pour conjurer l'orage prêt à fondre sur elle de tous les coins de l'horizon de la vertu. La rue de Poitiers vient, en effet, d'encourir l'excommunication majeure de la *Voix de la Vérité*, un journal ultra-catholique, pour outrage à la pudeur et à la moralité publiques. Et notre conscience de juge impartial nous force de convenir que la rue de Poitiers n'avait pas volé la sentence dont la *Voix de la Vérité* l'a frappée. Imaginez que la rue de Poitiers, sous prétexte de défendre la propriété, la religion et la famille, s'amuse à publier des petits livres d'une immoralité achevée. Un de ces opuscules est intitulé : *Les lorettes à la recherche d'une position sociale*. Un autre, qui n'est qu'un appel à la guerre civile, porte

pour enseigne : *A bas la folie révolutionnaire et sociale*. On y lit des phrases comme celle-ci : « Vous êtes pauvres, donc vous êtes des voleurs ; vous n'avez rien à perdre, rien à risquer, si ce n'est votre peau qui ne vaut pas grand chose. » La *Voix de la Vérité* déclare, après avoir lu tous ces livres, que la rue de Poitiers, qui a reçu du parti de la vertu mission de combattre les socialistes, fait à ceux-ci la part trop belle ; nous avons toujours été de cet avis, seulement nous n'osions pas nous exprimer aussi franchement. Ces réunions de vieux, c'est toujours un peu faisandé.

Je suis plein d'irrévérence pour la vieillesse, surtout depuis que je ne suis plus jeune. Une sottise d'éducation nous a faussé le jugement à tous, à l'endroit de la vénérabilité des vieillards et de la valeur de l'expérience. L'expérience est, si je ne me trompe, cette vertu qui vous vient avec l'âge, quand les autres s'en vont ; une vertu qui vous prémunit l'âme contre les dangers de l'enthousiasme, qui vous fait vous défier du premier mouvement, parce que c'est le bon, et qui vous fait prendre pour devise : *Chacun pour soi, chacun chez soi*. Il y a une foule de vices que j'honore infiniment plus que cette vertu-là. Vieillards de la rue de Poitiers et d'ailleurs, vous avez beau mentir et soutenir le contraire, toutes les grandes pensées viennent du cœur et votre cœur ne bat plus, et votre regard débile ramené en arrière par une propension inévitable, se ferme instinctivement à l'éclat des vérités nouvelles. Vieillards, ce sont des vieux, vénérables autant que vous, qui mènent depuis six mille ans le monde par la cupidité et la peur, et je suis las des folies de ces sages. Vieillards, considérez si tout ce qui s'est sali depuis trente ans par les apostasies, les trahisons et les parjures n'est pas vieux. Comptez si ces nobles débris de nos gloires, comme on appelle nos anciens généraux de l'empire, ne portent pas sur leurs consciences autant de faux serments que de croix. Les papes qui exercent la noble fonction d'éteigneurs de lumières sont des vieux, mes vieillards. Mais la Convention qui fit de si grandes choses était jeune ; mais Jésus-Christ n'avait que trente-trois ans quand il mourut pour le monde, crucifié pour les vieux ; et rien ne me répond que le Christ ne fût pas mort conservateur, s'il n'eût été qu'un homme et qu'il eût vécu trente ans de plus.

Ce monsieur Odilon Barrot, qui vient de couronner sa carrière politique par une faute impardonnable, le refus de l'amnistie promise par Louis Napoléon, est un vieux que je m'ennuie d'entendre appeler l'honnête depuis plus de 25 ans.

A. TOUSSENEL.

P. S. La brochure que je vous avais annoncée sous le titre de *Français ou Juif*, a changé de nom en nourrice, et se nomme présentement *Travail et Fainéantise*. Nos lecteurs et nos lectrices nous feront un véritable plaisir en l'achetant. — Prix fait : 25 centimes.

L'Assemblée nationale, veuve du tiers de ses membres, a discuté cette semaine *in articulo mortis*, la nouvelle loi de recrutement. Le nouveau système exonère du service militaire, tous les individus aptes à servir, moyennant le versement préalable d'une somme de 1.000 fr. entre les mains du percepteur. Une seconde disposition fixe la *cotisation*, c'est à dire l'impôt à payer par chaque individu proportionnellement à sa fortune. M. le capitaine Tamisier avait proposé un amendement tendant à faire décider par la loi que cette cotisation serait *progressive*, et non pas simplement *proportionnelle*. Cet amendement qui devait faire de la loi nouvelle une loi empreinte d'un véritable esprit d'égalité, et qui a été développé par son auteur avec un talent remarquable, a été repoussé à une faible majorité.

L'Assemblée nationale a manqué une magnifique occasion d'illustrer ses derniers moments et de se faire pardonner bien des fautes, c'était de voter l'amnistie. Mais MM. Barrot et Faucher trouvent que les victimes de nos discordes civiles n'ont pas encore assez souffert, et l'Assemblée n'a pas osé se laisser aller à ses inspirations.

#### NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

L'absolutisme et la liberté sont en présence aujourd'hui par toute l'Europe. L'époque actuelle

semble être plus que jamais l'époque assignée par la Providence à la solution définitive du terrible problème qui pèse depuis le commencement du monde sur les destinées de l'humanité.

Le monde va-t-il briser ses fers ? Les peuples, un moment émancipés par les secousses de la révolution française, seront-ils condamnés par la défaite à reprendre bientôt le collier de la misère et de l'esclavage ? Telle est la question formidable qui se dresse à l'heure qu'il est en Prusse, en Italie, en France, en Allemagne, partout.

Le salut de la liberté universelle dépendait d'une alliance offensive et défensive contractée entre tous les peuples. C'était à la Prusse et à la France de donner à l'Europe le signal de l'union, de grouper autour d'elles tous les centres secondaires d'action, de soulever toutes les nationalités opprimées contre leurs oppresseurs, et de marcher droit à l'absolutisme sans lui laisser le temps de préparer ses résistances et de coaliser ses débris.

L'insurrection triomphante de la Hongrie replace aujourd'hui la Prusse et la France dans la position superbe où le soulèvement de la Lombardie avait placé ces deux grands états l'an passé. La Prusse et la France profiteront-elles des avantages de cette position unique, et que le hasard ne donne pas deux fois dans un siècle à la meilleure cause ? Il est plus que permis d'en douter.

La France a trahi ouvertement la cause de la révolution en volant au secours de l'absolutisme papal, au lieu de soutenir la cause de la liberté italienne. Le roi de Prusse qui n'a pas osé accepter la couronne impériale, de peur d'être obligé de se coaliser le lendemain de son couronnement avec la France contre le czar, le roi de Prusse trahira la cause de la liberté comme le gouvernement français. Le roi de Prusse, demain, sera l'un des signataires du nouveau manifeste de Brunswick que tous les souverains absolus de l'Europe ont juré de soutenir.

Mais l'unité allemande se constituera malgré la résistance du roi Guillaume. Seulement elle se constituera sous le titre de République universelle d'Allemagne. Cette révolution est imminente.

Et le jour où la République sera proclamée en Allemagne, il faudra, bon gré malgré, que la France renonce à la politique d'asservissement pour prendre la direction du mouvement d'émancipation universelle. Si ce mouvement se produit, malheur aux petits hommes qui s'appelleront le gouvernement français, et qui essaieraient d'entraver la marche de la révolution, car la révolution les broiera sous les roues de son char rapide, et il ne restera d'eux que le souvenir de leur parjure et de leur défection.

En attendant, l'empire d'Autriche a été effacé de la carte d'Europe par les Hongrois victorieux. L'empereur a signé son abdication et l'aveu de son impuissance en appelant les Russes à son aide. Ainsi les empereurs du Bas-Empire appelèrent les Goths pour défendre contre d'autres barbares les frontières du Danube, et de superbes dominateurs qu'ils étaient, devinrent tributaires et esclaves. L'Autriche est morte comme elle avait vécu, sans honneur et sans gloire ; mais la cause du despotisme n'est pas morte avec cet empire ; et sur son cadavre va s'ouvrir une guerre de succession terrible, la grande guerre entre la République et le Cosaque pour savoir, tout simplement, à qui des deux principes le monde restera !

Le banquet des prêtres socialistes a eu lieu dimanche dernier au jardin de la Liberté, sous la présidence de l'abbé Tranchant, assisté de l'abbé de Montlouis et de l'abbé de Percy. Trente-deux autres ecclésiastiques y assistaient en habit de ville. Il y ait environ 600 convives, beaucoup de femmes et d'enfants.

L'abbé de Montlouis a porté un toast aux ouvriers ; l'abbé Percy aux apôtres de l'œuvre sociale ; l'abbé Tranchant, à la plus religieuse des époques.

Les trois orateurs, s'appuyant sur les textes des saintes Écritures, ont établi que le socialisme était la réalisation de l'Evangile, le véritable règne de Dieu sur la terre, le règne de l'ordre, de la justice et de la fraternité.

— La Société de Philanthropie, à Bruxelles, vient de décider qu'elle décernera des médailles d'or, de vermeil et d'argent à ceux qui auront construit le plus grand nombre de demeures convenables et saines pour les ouvriers.



## On lit dans le *Peuple Souverain* de Bordeaux :

« D'après les renseignements qui nous sont donnés, la grève des ouvriers charpentiers de navire et callats continue. Les prisonniers n'ont pas encore été mis en liberté ; on leur a fait subir plusieurs interrogatoires, qui ont prouvé, dit-on, que la grève ne se rattache à aucun fait politique, qu'il n'y avait point eu de coalition.

On avait proposé des arbitres : les listes présentées aux ouvriers se composaient exclusivement de citoyens très-haut placés ; mais il paraît que les maîtres, constructeurs se sont refusés à l'arbitrage.

Dans l'état actuel de la question, il n'y a évidemment qu'un conseil de prud'hommes qui puisse également concilier les intérêts de tous, ceux des ouvriers et ceux des patrons.

Nous sommes étonnés qu'en présence des grèves multipliées qui, chaque jour, se déclarent à Bordeaux, l'autorité ne se mette pas en mesure d'établir ces conseils de prud'hommes, de provoquer une installation immédiate, et leur entrée en fonctions.

Les ouvriers attendent cette création avec impatience. On nous assure qu'une pétition est déposée dans les chantiers de M. Courau, quai Saint-Jean ; qu'elle est déjà couverte de signatures nombreuses.

Toutes les corporations doivent la signer sans tard et la faire parvenir à qui de droit.

L'autorité sera aussi mise en demeure de se prononcer, et ne pourra plus opposer une fin de non-recevoir à une demande légale et pacifique.

Quant à nous, qui avons toujours recommandé le calme et l'ordre aux travailleurs, nous ne cessons de leur recommander encore ; mais qu'ils persistent à réclamer la création des conseils de prud'hommes ! Ils trouveraient dans ce tribunal, composé de leurs juges naturels, la satisfaction de leurs vœux.

Les patrons eux-mêmes doivent seconder cette création.

Pourquoi les autorités n'ont-elles pas encore cédé à la demande générale ?

Quelle est l'influence qui les domine ? — Le citoyen Neveux, préfet de la Gironde, et le citoyen Gautier, maire de Bordeaux, ignorent donc que l'Assemblée nationale a décrété la formation des conseils de prud'hommes ?

Est-ce parce que cette institution vient de la République qu'ils en prennent peu de souci ? Bordeaux ne serait-il plus, par hasard, soumis aux lois qui régissent la France ? — Qu'on s'explique une bonne fois !

— Les charpentiers de navires et callats de Bordeaux, qui étaient depuis longtemps en grève, ont repris leurs travaux, en attendant la décision qui doit être rendue par des arbitres amiables.

— Les vaccinations gratuites auront lieu tous les mercredis à midi dans le 5<sup>e</sup> arrondissement.

— Il résulte d'après les calculs de M. de Watterville et d'après l'*Annuaire médical et pharmaceutique de la France*, que vient de publier le Dr Rouaud, qu'il y a en France 1338 hôpitaux ou hospices dont les revenus ordinaires s'élèvent chaque année à la somme de 53,632,992 fr. 77 c. ; 80 de ces établissements ont plus de 100,000 fr. de revenu ; 137 ont de 30 à 100,000 fr. de revenu ; 278 ont de 10 à 30,000 fr. de revenu et 669 ont moins de 10,000 fr. de revenu.

Les administrations hospitalières les plus riches sont celles de Paris, 14,524,298 fr. 26 c. ; Lyon, 147,454 fr. ; Bordeaux, 995,877 fr. 80 c. ; Rouen, 95,000 fr. ; Marseille, 985,278 fr. ; Lille, 777,102 fr. 35 c. ; Nantes, 713,817 fr. 31 c. ; Strasbourg, 99,801 fr. 80 c. ; Angers, 505,987 fr. 12 c.

23 chefs-lieux d'arrondissement, sous-préfetures, n'ont pas d'établissement hospitalier, et 11 hôpitaux ou hospices, situés dans les chefs-lieux d'arrondissement, sous-préfetures, n'ont pas 10,000 fr. de revenus ordinaires.

Pour les aliénés, le nombre des aliénés indigents la charge des départements, est de 12,286, dont 935 hommes et 6,351 femmes, dont la dépense annuelle s'élève à la somme de 4,826,168 fr. 75 c. sur ce chiffre de 12,286 aliénés indigents, le département de la Seine en compte à sa charge 2,536, ou d'un cinquième.

— Les affaires, dit une lettre de Chollet, sont ici à la voie de prospérité, et la vente de nos articles est plus animée que jamais. Les marchandises ne sont pas portées aux halles, car elles sont enlevées sortant de l'atelier. Cet état de chose a, du reste,

favorablement réagi sur le prix de la main d'œuvre, qui a haussé de 25 c. par jour.

— On nous écrit de Roubaix (Nord), le 30 avril :

« Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que le différent qui existait depuis longtemps entre les ouvriers fileurs et leurs patrons, au sujet du tarif des façons, a enfin obtenu une solution définitive. Le tarif a été adopté dans toutes les fabriques, à la grande satisfaction des filateurs et des ouvriers fileurs. Les affaires commerciales sont dans notre ville de plus en plus florissantes ; les transactions s'opèrent d'une manière facile, et il y a très peu de marchandises fabriquées sur place. Nous avons l'espoir de voir bientôt augmenter le prix des mains-d'œuvre, ce qui ramènera le bonheur au sein de notre classe ouvrière.

— Biographie et portraits des candidats démocrates-socialistes du département de la Seine. Texte par le citoyen Ch. Joubert. Dessins par Ch. Marville. Prix : 15 cent. l'exemplaire, 10 fr. le cent.

En vente, à la propagande démocratique et sociale, 1, rue des Bons-Enfants.

Les formalités exigées par la loi ayant été remplies, on peut crier cette brochure.

— Pierre Leroux vient de publier un petit volume intitulé : *Malthus et les Economistes, ou y aura-t-il toujours des pauvres ?* Chez Sandré, rue Percée Saint-André-des-Arts, n° 11. — Prix : 2 francs.

DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES, OU DE LA JUSTICE DISTRIBUTIVE EN ÉCONOMIE SOCIALE, ouvrage contenant l'examen critique des différentes théories qui ont été exposées, soit par les économistes, soit par les socialistes, par François Vidal. Un vol. in-8° de 500 pages. Prix : 7 fr. 50.

VIVRE EN TRAVAILLANT ! PROJETS, VOIES ET MOYENS DE RÉFORMES SOCIALES, par François Vidal. Un vol. in-18. Prix : 3 fr. 50.

LES JUIFS ROIS DE L'ÉPOQUE, HISTOIRE DE LA FÉODALITÉ FINANCIÈRE, par Alph. Toussein. 2 vol. in-8°. Prix : 10 fr.

L'ESPRIT DES BÊTES, VENERIE FRANÇAISE ET ZOOLOGIE PASSIONNELLE, par Alph. Toussein. Un vol. in-8°. Prix : 8 francs.

HISTOIRE DU TRAVAIL ET DES TRAVAILLEURS EN FRANCE, par Vincard aîné. 2 vol. in-8°. Prix : 8 francs.

LE SOCIALISME DEVANT LE VIEUX MONDE, OU LE VIVANT DEVANT LES MORTS, par V. Considérant, représentant du peuple, suivi de JÉSUS-CHRIST DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE, par Victor Meunier. Un vol. in-8°. Prix : 2 fr.

Le citoyen Malardier, instituteur, vient de publier, sous le titre : *Le guide du peuple dans les élections*, une petite brochure destinée principalement à éclairer les paysans sur la valeur des idées sociales. Le *Guide du peuple dans les élections* se trouve à la *Propagande démocratique et sociale*, rue des Bons-Enfants, 1. Prix : 10 centimes.

APPEL AUX HONNÊTES GENS. Quelques pages d'histoire contemporaine, par Louis Blanc, représentant du peuple. Prix : 1 franc. Au bureau central, 8, rue et place Favart.

L'Europe révolutionnaire, par Ivan Golovine, 1 vol. in-18. 3 fr. 50. Chez Capelle, rue des Grès, n° 10.

## LE FRANC-MAÇON, revue mensuelle.

Un an, 6 fr. Départements, 7. Etranger, 9. Annonces réservées aux frères, 50 c.

Quai des Orfèvres, 58, à Paris.

— Le 6<sup>e</sup> et le 7<sup>e</sup> numéro sont sous presse. Avis aux FF..

Plus de Conscription, par A. Bureau. 10 cent., aux bureaux de la *Démocratie pacifique*.

## De l'origine des initiations égyptiennes, de la franc-maçonnerie et du compagnonnage.

Depuis trop longtemps la lutte et la guerre divisent les ouvriers des différents *devoirs du compagnonnage*. L'auteur a compris que le fanatisme et l'ignorance pouvaient seuls perpétuer de semblables fautes. Il s'est donc proposé de démontrer à tous ses frères les travailleurs que tous les *devoirs du compagnonnage* ont une même origine et que le compagnonnage a pour but l'Unité, pour tendance la Fraternité.

1 fort vol. in-18, grand raisin, de plus de 300 pages, par Feurger, ouvrier. Prix : 2 fr. pour les souscripteurs.

On souscrit à Paris chez Carilian-Gœury et Dalmont, libraires, 39, quai des Augustins.

CHEMISERIE. — L'association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la chemiserie, constituée par acte du 29 décembre 1848 et dont nous avons publié les statuts dans notre numéro du 21 janvier dernier, a ouvert, le 1<sup>er</sup> mars, son établissement central rue du Faubourg-Montmartre, n° 21. — Travail industriel de chemises, caleçons, gilets de flanelle et autres articles de la spécialité ; dépôts et écoulement, au prix de fabrique, de pièces de toiles, baptistes, catinots, flanelles, etc. ; telles sont les opérations auxquelles se livre cette association qui renferme dans son sein les coupeurs et les ouvrières les plus habiles de la profession.

Nota. — Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1849, il a été ouvert succursales, l'une place de la Bastille, et l'autre place de l'Abbaye Saint-Germain.

## COURS PUBLICS ET GRATUITS EN FAVEUR DES OUVRIERS.

### Cours professés à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.

Lundi : 7 h. du s., géographie, M. Bugnon.  
8 idem., instr. civique, M. Ortolan.  
Mardi : 7 idem., chimie appliq., M. Rousseau.  
8 idem., physiologie, M. Guérard.  
Mercredi : 7 idem., physique, M. Desains.  
8 idem., histoire de France, M. Aubert.  
Jeudi : 7 idem., hist. naturelle, M. Duchartre.  
8 idem., chimie élém., M. Moyencourt.  
Vendredi : 7 idem., arithmétique, M. Desplats.  
8 idem., éléments d'écon. indust. et ses applicat., M. Buchère.  
Samedi : 7 idem., hygiène, M. Vigla.

### Cours professé à l'Ecole communale de la rue Madame.

Lundi et 7 h. du s., gramm. franc., M. Radiguel.  
Vendredi : 8 idem., lecture, M. Huguet.  
Mardi : 7 idem., langue et littérature française, M. Genouille.  
8 idem., mathémat. app., M. Lalanne.  
Mercredi : 7 idem., dessin linéaire, M. Le Béalle.  
et Samedi : 8 idem., écrit. et ten. de liv., M. Bray.  
Jeudi : 7 idem., géom. et ses applic. à l'arpent. et au nivellem., M. Dauriac.  
8 idem., géom. app. aux arts, M. Moitié.

### Cours de musique vocale et d'harmonie à l'amphithéâtre de l'Ecole de Médecine.

Mardi, mercredi et vendredi, à 9 heures du soir, M. Emile Chevê.

L'un des propriétaires, LÉOPOLD GRAFFIN.

Imprimerie POUSSIELGUE, rue du Croissant, 12.